



L'ÉCHO

Comité
régional CGT
de la Nouvelle-
Aquitaine

N°21

Avril
2026

EN RÉGION

Conférence régionale
des 2 & 3 avril 2026
à Lège-Cap-Ferret



FEUILLE DE ROUTE
2026-2029

Edito



Ensemble, place à l'action !

La Conférence régionale qui vient de s'achever a été un moment fort pour notre mouvement syndical en Nouvelle-Aquitaine. Ensemble, nous avons débattu, écouté, et surtout, nous avons tracé une feuille de route régionale pour ces trois années à venir. Ces choix ne sont, et ne seront pas, que des mots sur le papier : ce sont des engagements concrets pour défendre nos droits, et renforcer la solidarité entre tous les travailleurs et travailleuses de notre région.

Permettez-moi à nouveau de remercier l'ensemble des participant-e-s, des conférencier-ère-s, les délégations des Unions Départementales et leurs secrétaires généraux pour leur investissement dans la réussite de cette conférence. Sans vous toutes et tous et sans l'engagement avec une participation active des secrétaires généraux des Unions Départementales de Nouvelle-Aquitaine dans les réunions de comités régionaux, l'outil régional ne pourrait pas jouer son rôle de coordination et sa place dans la vie de la CGT.

Ce qui ressort aussi de cette conférence, c'est la force de notre unité. Malgré nos différences, nos valeurs communes comme la justice sociale, la dignité au travail et la défense des services publics, nous permettent de nous questionner sur ces enjeux d'aménagement du territoire pour répondre aux besoins des travailleur-euse-s, des citoyen-ne-s. C'est cette unité qui nous rend plus forts face aux attaques contre nos droits. Continuons à la cultiver, à la défendre, et à l'élargir.

Cet Écho ne saurait rendre compte de la richesse des échanges et des interventions qui ont rythmé notre conférence. **C'est pourquoi un livret « spécial conférence », encore plus complet, sera très prochainement publié.** Vous y retrouverez l'intégralité des introductions, notamment des trois tables rondes (la filière bois, la santé, l'eau et le débat sur l'outil régional), des documents présentés, ainsi que les analyses et perspectives pour la suite.

La nouvelle équipe régionale, quant à elle, s'organise dès à présent, pour être opérationnelle et être à disposition de notre syndicalisme, pour l'ensemble des défis à relever dans le contexte actuel de guerres et de montée de l'extrême droite. Ces prochains mois vont certainement nous occuper, toutes et tous dans un combat pour défendre nos libertés, notre démocratie et pour la paix. Dans son histoire, la CGT a toujours contribué à vaincre le fascisme, qui sera à nouveau vaincu demain.

En conclusion, cette conférence régionale a confirmé une chose : que le comité régional peut être un levier stratégique au service de la vie syndicale et de l'action revendicative. Ensemble, avec entre autres les mandaté-e-s régionaux, nous créerons les conditions, que celui-ci soit en appui des orgas par sa proximité et son rayonnement dans tout le territoire NA !

**La solidarité n'est pas un slogan, c'est une arme.
Utilisons-la sans relâche !**

Sommaire

Editorial.....p2

Conférence régionale

Feuille de route

2026-2029p3-6

Secrétariat régionalp7

Directrice de publication : Samantha Dumousseau
Comité régional CGT NA - Bourse du Travail - 44 cours A.Briand -
CS 61653 - 33075 Bordeaux cedex
Création : pom'C - 47350 LACHAPELLE
Mise en page : Service Communication CGT NA
Imprimé par Rivet Presse Edition, Limoges



Projet financé par
le Conseil régional Nouvelle-Aquitaine

FEUILLE DE ROUTE 2026-2029

La prochaine feuille de route que nous avons déterminée ensemble à l'occasion de la Conférence régionale des 02 et 03 avril 2026 s'appuiera aussi sur la préparation du 54^{ème} Congrès Confédéral.



Bien entendu, celle-ci n'efface pas ce que nous avons ambitionné aux précédentes Conférences régionales Nouvelle-Aquitaine et sur les travaux que nous avons mis en route à travers ce mandat.

Avec les confédéricier·ère·s et nos Unions Départementales, nous avons pu débattre sur ce que nous avons mis en œuvre, les problématiques existantes et le chemin qu'il nous reste à parcourir afin de répondre aux enjeux revendicatifs, de vie syndicale qui nous sont posés dans le contexte actuel économique et social. Cela veut dire que nous devons ensemble créer les conditions pour que le Comité régional soit en appui des orgas par sa proximité et son rayonnement dans tout le territoire.

Le périmètre régional est de plus en plus questionné et ce notamment par rapport aux politiques publiques régionales qui entraînent des conséquences sur le quotidien des citoyen·ne·s, des salarié·e·s dans leur vie et dans leur travail.

Nos ambitions à venir
concernent
essentiellement
les mandaté·e·s,
la formation syndicale,
la communication,
le revendicatif, la culture.



Les mandaté·e·s

L'activité des mandaté·e·s est au cœur de l'activité du Comité régional. Ceux-ci sont au service du revendicatif CGT et non de l'institutionnel. Ce sont ceux qui portent la voix de la CGT dans les instances régionales. Bien entendu, leurs paroles, leurs prises de positions sont en lien, avec la connaissance de nos repères revendicatifs et de ce que nous portons régionalement comme perspectives syndicales en Nouvelle-Aquitaine. Cela implique aussi d'avoir des mandaté·e·s qui travaillent ensemble dans leurs instances et entre les différentes instances sur les sujets communs.

Au niveau régional, il y a une diversité des lieux d'interventions CGT où nous avons décidé d'y siéger en tant qu'organisation syndicale. Ces lieux ne servent pas s'ils ne sont pas appuyés par les revendications que portent nos syndicats. Notre volonté de faire en sorte que les mandaté·e·s ne doivent pas être isolé·e·s a permis de les accompagner dans leurs mandats.

Conférence régionale

Le volume et la diversité de ces lieux d'interventions nécessitent également un suivi exigeant et régulier.

La prise en compte de l'enjeu de la Formation Professionnelle a favorisé le travail des mandaté·e·s et a permis aussi de commencer à mettre en place des référents départementaux FP en les détachant et sur un travail en proximité. Il est nécessaire de poursuivre ce travail engagé en ayant, si cela est possible, un réseau de 12 référents départementaux.

Suite à la loi Plein Emploi, l'ensemble de la structuration des instances régionales de l'Emploi, de la FP a été modifié. Notre préoccupation actuelle nécessite une meilleure coordination de ces mandats pour qu'il y ait une cohérence CGT entre les champs du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Pour cela, avec l'appui de nos mandaté·e·s et à travers les référents départementaux, la mise en place d'un collectif régional FP semble pouvoir exister réellement.

Dans l'ensemble des départements, aller à la conquête électorale, notamment en direction des TPE, reste un défi majeur. Avoir une attention toute particulière et faire en sorte que les revendications portées dans ces instances régionales des CPR puissent correspondre à leurs besoins, nécessite entre autres une activité pérenne, un lien constant entre les mandaté·e·s des CPR et les structures syndicales de la CGT du territoire.

Coordonner l'activité TPE au niveau régional, en lien avec les UD dans le cadre d'un plan de travail régionalisé pour la reconquête de notre représentativité CGT en NA.

Avoir une animation (animateur, groupe de travail, collectif...) sur nos enjeux identifiés autour des mandaté·e·s : FP - CESER - Emploi - Renforcement avec TPE - Protection Sociale - Handicap.

Poursuivre le travail engagé sur la FP et sur la mise en place d'un réseau de mandaté·e·s et de référents FP.

Construire des propositions régionales concernant notamment la FP.

Des mandaté·e·s qui se forment et qui rendent compte de leurs mandats.

Donner de la visibilité aux mandats : comme pour le CESER, avoir une lettre des mandaté·e·s régulière.



La Formation Syndicale

Le Comité régional n'a pas pour périmètre de se préoccuper ou de se substituer aux structures interprofessionnelles sur des questions de vie syndicale. Cependant, tout en gardant sa place, le Comité régional peut aider à faciliter le travailler ensemble et être en appui sur ces questions de vie syndicale. Nos ambitions revendicatives avec nos exigences sociales sont étroitement liées à notre vie syndicale.

Poursuivre et amplifier des JE régionales en direction de nos mandaté·e·s et des orgas pour et sur des sujets spécifiques avec la limite des offres de formations confédérales.

Avoir une attention particulière sur des besoins communs (par exemple, sur l'utilisation d'outils cogitiel, politique financière...) et travailler sur une offre de formation construite collectivement.

Parcours de formation ou de JE pour nos mandaté·e·s (prise de mandat,..).

Continuer de réunir les RFS des départements au moins 1/semestre et avec les RVS 1x/an.



La Communication

Un élément essentiel, à intégrer dans notre réflexion syndicale, c'est l'enjeu de la Communication avec l'ensemble des outils mis à disposition. Celle-ci doit s'inscrire aussi dans notre démarche de bataille des idées ouvrant sur des perspectives que les salarié-e-s peuvent s'approprier. Le périmètre Comité régional au service de nos unions départementales, avec ses nouvelles formes et pratiques en termes de communication, peut être un atout supplémentaire de déploiement tourné vers ces jeunes, vers ces travailleur-euse-s, qui n'ont pas notamment une organisation syndicale dans leur entreprise.

Nous ne pouvons plus compter sur un très grand nombre de médias pour diffuser et publier nos messages et sur les victoires obtenues par les salarié-e-s quand ils-elles se mobilisent ensemble. A nous de réinventer nos modes de diffusion et de nous servir de ceux qui touchent le plus grand nombre. Cette arme, qu'est la communication, nous devons encore mieux nous l'approprier. Sans tabou, sans jugement, nous devons avoir une réflexion régionalisée, qui aboutisse sur des propositions et expérimentations à échelle régionale et départementale.

Améliorer notre communication en interne.

Partage d'expériences et d'informations.

Réfléchir à une communication externe plus visible.



Le Revendicatif

Tout au long de ce mandat, nous avons œuvré pour que le Comité régional, avec sa place particulière dans l'organisation et dans la structuration de toute la CGT, réponde à nos enjeux revendicatifs et inscrive ses priorités dans le sens de mobiliser le monde du travail et de gagner du progrès social.

Les compétences du Conseil régional, d'année en année, se sont transformées et ont pris de l'importance sur notamment les questions économiques. Ne rien lâcher sur notre travail engagé concernant l'exigence d'éco-socio-conditionnalités des aides publiques aux entreprises, que ce soit dans tous ces lieux d'interventions ou que ce soit dans notre démarche syndicale au quotidien.

Malheureusement, notre territoire est marqué par une désindustrialisation, par des fermetures ou délocalisations de sites industriels et par une désertification de nos Services Publics.

S'ajoutent à cela, les enjeux climatiques et environnementaux, qui sont étroitement liés aux enjeux industriels et de service public. Se loger, se déplacer, s'alimenter, se soigner, vivre, produire pour un développement humain durable... sont au cœur des préoccupations de notre activité syndicale. Bien vivre en Nouvelle-Aquitaine repose sur un aménagement de territoire où nous prenons en compte la diversité et les atouts de l'ensemble du territoire. Pour cela, il est nécessaire d'avoir un diagnostic partagé et de construire avec l'ensemble des professions concernées des propositions en faisant en sorte de les porter à la connaissance du plus grand nombre.

En s'appuyant sur nos mandaté-e-s régionaux comme ceux de l'ARS et avec nos instances départementales

Conférence régionale

ainsi qu'avec la profession Santé, nous pourrions envisager d'avoir des expressions publiques concernant les politiques de Santé en NA. En créant cette dynamique de réflexion interprofessionnelle, nous pourrions outiller nos mandaté·e·s du CESER et autres et pourquoi pas envisager de construire collectivement un projet régional de Santé CGT.

NOS PRIORITÉS REVENDICATIVES

Inscrire dans la durée la démarche du travailler ensemble et du travail commun entre professions et territoires.

Favoriser les coopérations entre professions et interprofessionnels et éventuellement sur des périmètres plus larges que la seule NA (éviter toute concurrence entre territoires).

De construire des revendications à périmètre régional en cohérence avec ce que portent nos UD en engageant un travail collectif sur les politiques de Santé en NA.

Construire et soutenir des projets syndicaux alternatifs autour de l'industrie et du Service Public.

Avoir une attention particulière sur la question du Transport en NA. Cela supposera ainsi de recréer les conditions d'une activité régionale Transport en faisant vivre entre autres notre UIT.

Intégrer la notion de filières sur nos enjeux revendicatifs.



La Culture

Nous nous trouvons dans un moment de l'histoire où nous assistons à une montée des discours et de l'idéologie d'extrême droite, ainsi qu'à des remises en cause des fondements démocratiques et de nos libertés. Face à ces dérives, la culture joue un rôle central. Elle est à la fois un espace de débat et un rempart contre l'intolérance.

La culture n'est pas un luxe mais une nécessité pour préserver l'esprit culture et la cohésion sociale. De tout temps, la CGT a joué un rôle clé dans la promotion d'une culture populaire, émancipatrice et engagée.

Sur l'idée que la culture est un outil de mobilisation syndicale et qu'elle s'inscrit dans notre démarche revendicative, notre ambition d'une émancipation culturelle par l'accès au plus grand nombre doit se poursuivre. Surtout dans cette période où la culture est la cible de politiques cherchant à la contrôler, la censurer et l'instrumentaliser.

Réflexion sur notre engagement régional sur les questions revendicatives au niveau de la Culture et plus particulièrement sur notre investissement au festival d'Uzeste.

SECRÉTARIAT RÉGIONAL AVEC RESPONSABILITÉS ET RÉPARTITION DES MANDATÉ·E·S



Samantha DUMOUSSEAU
Secrétaire Régionale
Responsable des mandaté·e·s :
AGEFIPH et autres mandats
« nationaux » (logements,...)



Jérôme CASSAING
Secrétaire activité revendicative et
animateur groupe CGT au CESER
Responsable des mandaté·e·s
CESER - CPR Mobilité - CR Energie



Jean-Michel DUBAYLE
Secrétaire Politique Financière



Boris PLAZZI
Secrétaire activité revendicative et
formation professionnelle
Responsable des mandaté·e·s : ADI
- CREFOP et CRPE - ATpro - APEC
- CAP Métiers - Coordina - Opco -
Handicap Aptitude



Corinne REY-BERTRAND
Secrétaire à la Vie Syndicale
et Formation Syndicale
Responsable des mandaté·e·s :
ARS - URSSAF - IPT et IPR



Denis BOUTINEAUD
Secrétaire élection et renforcement
Responsable des mandaté·e·s :
CPR (PI - PRPL - Artisanat) - AG2R
- CROCT - ARACT - UGECAM -
CARSAT



Laurent JACQUELIN
Secrétaire à la Communication

DIAGORIS

EXPERTISE

Notre engagement et nos valeurs

Diagoris est un cabinet d'expertise comptable au service exclusif des représentants des salariés. Depuis 2009, Diagoris s'engage à défendre les intérêts des salariés dans le cadre de ses missions légales de conseil et d'accompagnement des CSE et des organisations syndicales. Cet engagement s'appuie sur des valeurs fortes de solidarité, de justice et d'égalité au service des salariés et de leurs représentants.

Notre expertise pluridisciplinaire

Le cabinet Diagoris est implanté sur l'ensemble du territoire français et dispose d'une expertise pluridisciplinaire lui permettant de conseiller et d'accompagner les salariés et leurs représentants dans tous les domaines du dialogue social avec les directions (questions sociales, économiques, financières, stratégiques, organisationnelles, etc.) et dans tous les secteurs d'activité (énergie, transport, services, santé, etc.).

Les missions légales d'expertise auprès des CSE

Le cabinet Diagoris intervient principalement dans le cadre des missions légales d'expertise auprès des CSE, prévues par le code du travail :

- ◆ consultation sur les orientations stratégiques de l'entreprise (80% employeur/20% CSE*)
- ◆ consultation sur la situation économique et financière de l'entreprise (100%employeur)
- ◆ consultation sur la politique sociale de l'entreprise, les conditions de travail et l'emploi (100%employeur)

** Sous certaines conditions, l'expertise peut être financée à 100% par l'employeur.*

Ces consultations sont récurrentes et nous accompagnons sur le long terme les salariés et leurs représentants pour défendre leurs intérêts auprès des directions. Nous intervenons également dans le cadre de consultations ponctuelles liées à des événements particuliers:

- ◆ consultation dans le cadre d'une opération de concentration (80% employeur/20% CSE*)
- ◆ droit d'alerte économique (80% employeur / 20% CSE*)
- ◆ consultation dans le cadre d'un projet de licenciements collectifs pour motif économique (80% employeur/20% CSE*)
- ◆ consultation dans le cadre d'une offre publique d'acquisition (80% employeur/20% CSE*)

Notre cabinet peut être mandaté pour apporter toute analyse utile aux organisations syndicales pour préparer la négociation d'un accord de performance collectif ou d'un accord relatif au contenu d'un plan de sauvegarde de l'emploi.

Les missions d'expertise CHSCT – CSSCT

Le cabinet Diagoris accompagne aussi les salariés et leurs représentants dans le cadre des missions auprès des CHSCT et des CSSCT à travers sa filiale agréée Sésame Ergonomie:

- ◆ lorsqu'un risque grave, identifié et actuel, révélé ou non par un accident du travail, une maladie professionnelle ou à caractère professionnel est constaté dans l'établissement (100%employeur)
- ◆ en cas d'introduction de nouvelles technologies ou de projet important modifiant les conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail (80% employeur/20% CSE*)
- ◆ dans les entreprises d'au moins 300 salariés, en vue de préparer la négociation sur l'égalité professionnelle (80% employeur/20% CSE*) .

La formation des représentants des salariés

Au-delà des missions légales d'expertise, le cabinet Diagoris accompagne les représentants des salariés à travers une offre complète de formations (économique, social, droit du travail, sécurité au travail, etc.) afin de développer les compétences utiles à leurs missions de défense des intérêts des salariés.

DIAGORIS

ARNAUD KIEFER

Responsable Relations Extérieures &

Partenariats – Grand Sud

06 37 87 67 29

arnaud.kiefer@diagoris.fr

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE

DIAGORIS.FR

7 place du Pdt Thomas Wilson

31000 TOULOUSE

Centre Regus Les Grands Hommes

33000 BORDEAUX